



Assemblée générale

Distr. générale
6 octobre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 124 de l'ordre du jour

Renforcement du système des Nations Unies

Lettre datée du 29 septembre 2021, adressée au Secrétaire général par les représentantes et représentants de l'Algérie, de l'Angola, du Bélarus, du Cambodge, de la Chine, de Cuba, de l'Érythrée, de l'État plurinational de Bolivie, de la Fédération de Russie, de la Guinée équatoriale, du Nicaragua, de la République arabe syrienne, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République démocratique populaire lao, de la République islamique d'Iran, de la République populaire démocratique de Corée, de Saint-Vincent-et-les Grenadines et de l'État de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous avons l'honneur de vous informer que le 23 septembre 2021, le Groupe des Amis pour la défense de la Charte des Nations Unies a tenu sa première réunion ministérielle, à New York, en marge de la semaine de réunions de haut niveau de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Nous avons le plaisir de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration politique adoptée à cette occasion, à laquelle ont souscrit les États des représentantes et représentants signataires de la présente lettre et qui reste ouverte aux autres États qui souhaiteraient s'y associer (voir annexe).

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe aux États Membres de l'Organisation et de le faire publier comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 124 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de l'Algérie
(Signé) Sofiane **Mimouni**

L'Ambassadrice,
Représentante permanente de l'Angola
(Signé) Maria de Jesus dos Reis **Ferreira**



L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Bélarus
(Signé) Valentin **Rybakov**

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Cambodge
(Signé) Sovann **Ke**

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de la Chine
(Signé) **Zhang Jun**

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de Cuba
(Signé) Pedro Luis **Pedroso Cuesta**

L'Ambassadrice,
Représentante permanente de l'Érythrée
(Signé) Sophia **Tesfamariam**

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
de l'État plurinational de Bolivie
(Signé) Diego **Pary Rodríguez**

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
de la Fédération de Russie
(Signé) Vassily **Nebenzia**

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
de la Guinée équatoriale
(Signé) Anatolio **Ndong Mba**

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Nicaragua
(Signé) Jaime **Hermida Castillo**

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
de la République arabe syrienne
(Signé) Bassam **Sabbagh**

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
de la République bolivarienne du Venezuela
(Signé) Samuel **Moncada**

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
de la République démocratique populaire lao
(Signé) Anouparb **Vongnorkeo**

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
de la République islamique d'Iran
(Signé) Majid **Takht Ravanchi**

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
de la République populaire démocratique de Corée
(*Signé*) Song **Kim**

L'Ambassadrice,
Représentante permanente
de Saint-Vincent-et-les Grenadines
(*Signé*) Inga Rhonda **King**

L'Ambassadeur,
Observateur permanent de l'État de Palestine
(*Signé*) Riyad **Mansour**

**Annexe à la lettre datée du 29 septembre 2021 adressée
au Secrétaire général par les représentantes et représentants
de l'Algérie, de l'Angola, du Bélarus, du Cambodge,
de la Chine, de Cuba, de l'Érythrée, de l'État plurinational
de Bolivie, de la Fédération de Russie, de la Guinée
équatoriale, du Nicaragua, de la République arabe syrienne,
de la République bolivarienne du Venezuela, de la République
démocratique populaire lao, de la République islamique
d'Iran, de la République populaire démocratique de Corée,
de Saint-Vincent-et-les Grenadines et de l'État de Palestine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration politique adoptée à la première réunion
ministérielle du « Groupe des Amis pour la défense
de la Charte des Nations Unies »**

1. Nous, représentantes et représentants de l'Algérie, de l'Angola, du Bélarus, de la Bolivie, du Cambodge, de la Chine, de Cuba, de l'Érythrée, de l'État de Palestine, de la Guinée équatoriale, de l'Iran, du Nicaragua, de la République démocratique populaire lao, de la République populaire démocratique de Corée, de la Russie, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, de la Syrie et du Venezuela, nous sommes réunis au niveau ministériel, à New York, en marge de la semaine de réunions de haut niveau de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, en vue de faire le point de l'évolution récente de la situation sur la scène internationale, notamment des difficultés et des menaces qui pèsent sur la Charte des Nations Unies, pierre angulaire du multilatéralisme, et de procéder à un échange de vues sur les questions existantes, nouvelles et émergentes qui préoccupent et intéressent nos pays.

2. Nous rappelons la déclaration adoptée le 6 juillet 2021 à New York, au niveau des ambassadeurs et ambassadrices, et réaffirmons que la Charte des Nations Unies et ses buts et principes restent intemporels, universels, et qu'ils sont tous indispensables non seulement pour préserver et promouvoir la paix et la sécurité internationales, l'état de droit, le développement économique et le progrès social, ainsi que tous les droits humains pour toutes et tous, mais aussi pour faire advenir un monde plus pacifique, plus prospère, plus juste et plus équitable et bâtir un système fondé, précisément, sur les dispositions énoncées dans cet instrument universel et juridiquement contraignant, qui constitue une réalisation exceptionnelle pour l'humanité et un véritable acte de foi en ce que celle-ci a de meilleur.

3. Nous nous engageons à ne ménager aucun effort pour préserver, promouvoir et défendre la prépondérance et la validité de la Charte des Nations Unies, laquelle, dans la conjoncture internationale actuelle, revêt une valeur et une pertinence renouvelées et encore plus importantes. Nous faisons donc part de notre détermination à élargir la portée des travaux du Groupe des Amis au-delà du Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York et notamment de l'étendre aux Offices des Nations Unies à Genève, à Nairobi et à Vienne, ainsi qu'aux sièges des institutions spécialisées des Nations Unies, l'objectif étant de faire progresser l'action que nous menons conjointement pour assurer le respect de la Charte des Nations Unies et l'adhésion à celle-ci, dans sa lettre comme dans son esprit.

4. Nous nous inquiétons vivement du recours croissant à des mesures unilatérales, qui se fait au détriment non seulement du multilatéralisme, mais aussi de la coopération et de la solidarité internationales, lesquelles doivent être renforcées aujourd'hui plus que jamais, et notamment dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), si nous voulons trouver des solutions collectives, inclusives et efficaces aux difficultés et aux menaces auxquels tous les pays doivent faire face en ce XXI^e siècle marqué par l'interdépendance. C'est pourquoi, tout en réaffirmant notre ferme volonté de favoriser l'émergence d'un multilatéralisme redynamisé dont l'Organisation des Nations Unies sera le centre, nous exprimons notre soutien aux nations et aux peuples qui se voient imposer des approches unilatérales et arbitraires contrevenant à la fois aux buts et aux principes consacrés par la Charte et aux normes élémentaires du droit international, et nous appelons de nouveau au respect absolu du droit inaliénable des peuples à disposer d'eux-mêmes ainsi que de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de toutes les nations.

5. Nous invitons les membres de la communauté internationale qui sont attachés aux buts et aux principes consacrés par la Charte des Nations Unies, à la prédominance de la légalité sur la force, aux valeurs de dialogue, de tolérance et de solidarité et à un multilatéralisme effectif et inclusif à envisager de rejoindre le Groupe des Amis dans les meilleurs délais, afin de contribuer aux efforts que nous déployons ensemble pour faire avancer notre programme commun et, *in fine*, pour continuer d'honorer la promesse faite dans la Charte tout en veillant à ne laisser personne de côté.

New York, le 23 septembre 2021